

D 11510/2

Mesures à prendre lors de l'arrivée dans
les gares de Paris de chef d'Etat ou de
personnalités importantes

CONFIDENTIEL

11/10

N° 63

REUNION de MM. les Directeurs
de l'Exploitation du 5 Juin 1939

SOCIÉTÉ RÉGIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
DIRECTION GÉNÉRALE	
15 JUIN 1939	
D 11510 / 2	Page N° 3

Mémorandum des décisions prises
par Monsieur le Directeur Général

Sur les
Fonctionnaires
chargés d'assurer
la suite des déci-
sions prises

5°) Les Régions devront, à l'occasion
de voyages officiels, prendre les dispositions
nécessaires pour que les trains s'arrêtent
toujours à quel au point précis, fixé d'ac-
cord avec les hauts Fonctionnaires respon-
sables du service d'ordre.

MM. les Directeurs
de l'Exploitation
M. GONNET
M. J. LÉVI

present

26 DEC 1958

23 DEC 1951

Monsieur le Préfet
de Police

et nous n'avons alors aucune action sur l'ordre de formation du train; d'autre part, il est fréquent que les sujétions de classement au départ ou en cours de route, notamment dans les trains composés de plusieurs tranches directes ou subissant des rebroussements en cours de route assignent de façon impérative à la voiture un classement différent de celui que vous désiriez voir adopter; enfin il peut se faire que les nécessités mêmes de la réception comportent, compte tenu de l'emplacement du salon par lequel se fait la sortie, un classement dans le corps du train.

Il ne serait donc pas indiqué de matérialiser de façon définitive sur les quais l'emplacement de la voiture, supposée en tête, étant donné surtout les différences de longueur des locomotives, fourgons ou wagons-restaurants qui peuvent la précéder.

Mais en vue de répondre dans toute la mesure du possible à votre désir, nous demandons à nos Services intéressés de tenir la main à l'observation des dispositions à prendre pour que l'emplacement de la voiture à l'arrivée soit déterminé à l'avance et désigné de façon précise à vos Services. D'une façon générale ce résultat peut être obtenu, comme à la gare du Nord, de la façon suivante: le Chef de service de la gare d'arrivée se fait renseigner à l'avance sur la distance exacte qui sépare le marche-pied de la locomotive et l'escalier de descente de la voiture; à l'arrivée un guidon spécial indique au mécanicien le point précis où il doit s'arrêter, ce qui permet de déterminer exactement l'emplacement où doivent se tenir les personnalités, qui est repéré sur le quai, par exemple, par une marque à la peinture.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de nos sentiments de haute considération.

Le Directeur Général,

Signé: LE BESNERAIS

31
4682
PRÉFECTURE DE POLICE

DIRECTION GÉNÉRALE

DE LA

POLICE MUNICIPALE

12 DEC. 1938
Paris le.

11510 58 DEC. 1938

7 Décembre

1938

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
DIRECTION GÉNÉRALE	
7 DEC. 1938	
Dossier	
D 11510/2	1

8^e CENTRAL DU MOUVEMENT
PROJET DE RÉPONSE À LA SITUATION DE
M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le PRÉFET DE POLICE

à Monsieur le Directeur Général de la Société Nationale
des Chemins de Fer.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
SERVICE CENTRAL DU MOUVEMENT SECRETARIAT	
12 DEC. 1938	
Dossier	
M N°	1

RÉPONSE

en plus tard

le 28/11

N. Langron m'a écrit
interview de cette
question au départ
de M. von Ribbentrop.

J'ai écrit répondre
dans le sens de l'accusation
de M. L. Thénier.

Il faudra y tenir
la main.

Il m'a été donné de constater en diverses
circonstances, à l'occasion d'arrivées en Gares de
Paris de Chefs d'Etat ou de personnalités importan-
tes, que mes Services s'étaient trouvés insuffisam-
ment renseignés sur le point exact de l'arrêt du
wagon transportant les personnages attendus. Il en
est assez fréquemment résulté que des Ministres,
hauts fonctionnaires ou autres invités à la réception
se sont vus dans la nécessité de se déplacer en hâte
au moment de l'arrivée du train en gare, créant ainsi
un désarroi général qui nuit au bon ordre et à la
bonne impression que doit laisser ce premier accueil.

...../

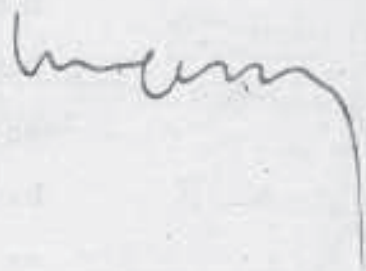
A

B

Il m'apparaît que ceci pourrait généralement être évité si l'on prenait pour règle de placer en tête du train le wagon intéressant et si l'on fixait sur chacun des quais réservés à ces arrivées d'un caractère spécial des repères indiquant l'emplacement du wagon devant lequel doivent se tenir les personnalités qui prennent part à la réception ; pareille mesure a déjà été prise à la Gare du Nord et son efficacité s'est révélée lors de récentes arrivées.

Je vous serais obligé de vouloir bien faire étudier cette suggestion en ce qui concerne les autres gares et en vue de remédier aux inconvénients constatés par tous les intéressés.

Le Préfet de Police,



5 Mai 1938

SOCIÉTÉ NATIONALE
CHEMINS DE FER FRANÇAIS
DIRECTION GÉNÉRALE

17 MAI 1938

Exemplaire 1
D 115124 / 1 3

Monsieur le Directeur Général,

La Région du Sud-Ouest s'est basée sur la lettre dont ci-joint copie pour justifier son tête-à-tête avec la Présidence de la République concernant le prochain voyage de M. LEHRUN à AGEN.

Cette note ne dispense nullement la Région de tenir la Direction Générale au courant, mais il faut néanmoins reconnaître qu'elle est de nature à faciliter des interprétations restrictives et que pour ce motif il y aurait probablement avantage à la compléter.

D'une manière plus générale la question ne paraît se poser de savoir s'il ne conviendrait pas de vous adresser copie d'ordres de cette nature qui en fait constituent des principes de gestion.

Votre respectueux et dévoué,
Le Secrétaire
de la Direction Générale,

André Roussier

COPIE

25 MARS 1938

1

N. 11512 1/1

Le Chef du Service Central du Mouvement,
à Monsieur le Directeur de l'Exploitation de
la Région du Sud-Ouest,
1, Place Valhubert à PARIS

Vous avez dû être saisi d'un projet de voyage de Monsieur
le Président de la République à AGNE, MURAC et MURIN, le 15
Mai prochain.

Vous pourrez régler directement l'organisation de ce
voyage, à la condition de ne tenir au courant des dispositions
arrêtées. Il pourra en être de même chaque fois qu'il
s'agira d'un voyage présidentiel s'effectuant exclusivement sur
votre Région.

Lorsqu'il s'agira d'un voyage intéressant plusieurs Ré-
gions, le Service Central du Mouvement indiquera les grandes
lignes de l'organisation qui sera assurée ensuite par les
Régions intéressées chacune pour ce qui la concerne, la Ré-
gion de départ intervenant toutefois pour coordonner les ques-
tions d'exécution communes.

Je mets copie de la présente note à vos collègues des
autres Régions.

L'Ingénieur en Chef,
Chef du Service Central du Mouvement,

Signé: Gourant

SAM 14 MAI 38

Copie pour Monsieur le Secrétaire de la Direction Générale
88, rue Saint-Lazare - PARIS,
Comme suite à sa note du 5 mai 1938 à Monsieur le
Directeur Général.

pour

Le Directeur	
Service du Service Central du Mouvement,	
RECEVU LE 14 MAI 1938	
DIRECTION GENERALE	
17 MAI 1938	
Doc. N°	Pièce N°
D115121/1	4

13 MAI 1938

libre

11-12-11

Guennet

Le Directeur du Service Central du Mouvement,
à Monsieur le Directeur de l'Exploitation,
des 5 Régions.

Par note du 25 mars 1938, adressée à la Région du Sud-Ouest
et dont copie vous a été remise, il a été indiqué que, dans le
cas d'un Voyage Présidentiel s'effectuant sur une seule Région,
il appartient à celle-ci de régler directement l'organisation du
voyage, étant entendu que le Service Central du Mouvement est
tenu au courant des dispositions arrêtées.

Je tiens à préciser, dans le cas particulier, que la Ré-
gion intéressée ne doit pas attendre que l'étude soit entière-
ment terminée pour renseigner le Service Central du Mouvement,
mais au contraire nous tenir au courant dès le début et ne pas
manquer de nous faire part des modifications successives qui
peuvent être apportées au programme (horaire, composition, etc).

Il convient, en effet, pour des déplacements de ce genre,
que Monsieur le Président du Conseil d'Administration et Monsieur
le Directeur Général qui, en principe, accompagneront le voyage
présidentiel, soient renseignés à l'origine et au fur et à mesure
des retouches que la Région peut être conduite à effectuer au
programme initial.

Copie à Monsieur le Secrétaire
de la Direction Générale.

.....

Je vous serais obligé de vouloir bien donner les
instructions utiles dans ce sens.

Le Directeur
du Service Central du Mouvement,

Signé : Coursat

PARIS, le 23 Septembre 1938

D 11510/1

Mon Cher Camarade,

Afin d'éviter entre les Régions des divergences d'application, je vous adresse, ci-joint, 3 tableaux indiquant les règles à suivre pour les voyages de personnalités.

Le tableau N° 1 a trait aux voyages de personnalités étrangères ; le tableau N° 2 à ceux des personnalités françaises ; quant au tableau N° 3, il indique les conditions dans lesquelles doit se faire la facturation des frais de voyages de personnalités lorsque le règlement de ces frais ne doit s'effectuer qu'après exécution du voyage.

Je vous serais obligé de bien vouloir donner les instructions pour appliquer, dès à présent, les dispositions des dits tableaux auxquelles il ne pourra être dérogé exceptionnellement que sur autorisation spéciale du Secrétariat Général lequel m'en référera. En outre, je vous autorise à maintenir, à titre transitoire, les cas spéciaux non prévus aux tableaux de fourniture exceptionnelle d'un salon ou de réservation d'un compartiment, pour tenir compte des précédents que vous avez indiqués comme existants sur votre Région. Ces dérogations ne sont valables que pour les bénéficiaires actuels, étant bien entendu qu'elles doivent disparaître par extinction, sauf à me soumettre, le cas échéant, le cas du remplaçant de ces bénéficiaires dans leur poste.

En ce qui concerne les prix indiqués, pour la facturation des prestations spéciales, ils seront revus, le cas échéant, pour tenir compte des conditions économiques.

J'adresse la même lettre à MM.

Votre dévoué Camarade,

Le Directeur Général,

Signé : L. HENNEBAUX

Je n'ai pas besoin de souligner le caractère personnel et confidentiel de ces tableaux dont vous ne ferez connaître que les extraits indispensables aux fonctionnaires chargés de leur exécution.

MM. RENARD - CAMBURNIAC - LINGUET - JOURDAIN - EPINAY

AVISER : SERVICE CENTRAL DU MOUVEMENT

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER	
DIRECTION GÉNÉRALE	
29 SEP 1938	
Dossier D 11510/1	P.C.

TABLEAU N° 3

Facturation des frais de voyage de personnalités
lorsque le règlement de ces frais ne doit
s'effectuer qu'après exécution du voyage.

Le Service saisi de la demande de transport doit faire connaître à l'Administration intéressée ou à l'organisateur du voyage les frais qui seront à facturer ultérieurement (à moins bien entendu qu'il s'agisse d'une prestation assurée gratuitement en vertu des règles qui précèdent ou d'un ordre spécial émanant de la Direction Générale); il doit, notamment s'il s'agit d'un train spécial, exiger l'acceptation formelle du paiement des frais.

La Division régionale du Mouvement intéressée ou, si le voyage s'effectue sur plusieurs Régions, chacune des Divisions régionales du Mouvement, avise la section centrale (Etudes) de la Subdivision Centrale de la Comptabilité et du Contrôle des Recettes en lui indiquant les parcours (simple ou aller et retour) effectués, l'itinéraire suivi, la base de la tarification à appliquer suivant les données des tableaux 1 ou 2 et l'Administration à laquelle la facture doit être présentée.

La Division du Mouvement de la Région origine précise en même temps l'itinéraire d'ensemble chaque fois qu'il lui aura été annoncé, de manière à faciliter la centralisation des frais de transport à facturer.

Annexe spécial 11 - Comptabilité - Généralités de l'itinéraire

(1939 - 1941)

Organisation des voyages de personnels
pendant la 2^{de} guerre

D I V E R S

- 1°) Négociations engagées avec les départements ministériels à propos de la délivrance des bons de transport.
- 2°) Arrêté relatif aux transports sur les lignes de la S.N.C.F.
 - a) des militaires ou marins voyageant en unités constituées, accompagnées ou non d'animaux ou de matériel.
 - b) du matériel et denrées, animaux de boucherie, approvisionnements et marchandises de toute nature, effectués par trains spéciaux.
- 3°) Uniformisation des règles de pavoisement.
- 4°) Voyages du Chef de l'Etat.
- 5°) Déplacements du Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre et des hautes personnalités militaires.
- 6°) Restrictions de places offertes dans les trains de voyageurs.
- 7°) Utilisation en commun des voitures-salons et des voitures de service du parc des Régions pour les voyages de personnalités ou les tournées de service.
- 8°) Consignes de discrétion.
- 9°) Comptes-rendus de voyages.
- 10°) Avis à donner, au Secrétaire d'Etat aux Communications, de l'horaire des voyages des personnalités officielles françaises.
- 11°) Comptes-rendus faits à M.le Directeur Général à l'occasion des voyages de personnalités officielles françaises.
- 12°) W-L Hôtels stationnés à Lyon-Perrache.

1^o) Négociations engagées avec les départements ministériels
à propos de la délivrance de bons de transport.

16 Octobre 1939.

360/6

Monsieur le Ministre,

Aux termes de l'article 17 du décret du 28 Novembre 1938 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 Juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre, les Services des divers Ministères sont habilités à délivrer des bons de transport gratuit aux personnes requises par leurs soins. L'article 22 du dit décret précise ensuite que les frais de transport sont à la charge de l'autorité requérante qui doit en rembourser le montant aux Services de transports publics.

Des difficultés s'étant produites récemment pour l'acceptation de transports de l'espèce, en raison du fait qu'aucun accord n'était intervenu pour leur règlement entre les Ministères intéressés et la Société Nationale des Chemins de fer, j'ai l'honneur de vous faire connaître que nous n'aurions pas d'objection à l'acceptation des transports remis sur présentation de bons établis par vos Services, à la condition que votre Administration accepte de nous en régler le montant sur la base des tarifs commerciaux, étant entendu, par ailleurs, que les règlements seront effectués dans les deux mois qui

.....

Monsieur Alphonse RIO, Ministre de la Marine Marchande,
3, Place de Fontenoy - PARIS VIII^e.

suivront la présentation des titres de créance, à défaut de quoi, ainsi qu'il est prévu dans les traités ou conventions intéressant les Administrations Publiques, il nous sera versé des intérêts moratoires calculés au taux d'escompte de la Banque de France, majorés de 1% et courant à partir de l'expiration du délai de deux mois sus-visé.

Si vous voulez bien nous donner votre accord sur ces conditions de règlement, nous prescrirons à nos gares d'accepter tous les transports qui pourraient nous être remis par votre Administration sur présentation du modèle de bon prévu au décret du 22 Novembre 1938.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon respectueux dévouement.

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,
GUINARD.

Lettre identique expédiée le même jour à :

M. Marc RUCART, Ministre de la Santé Publique
M. BESSE, Ministre des Anciens Combattants et Pensionnés
M. BANDEL, Ministre des Colonies
M. DAUDET, Ministre de l'Armement
M. GENTIN, Ministre du Commerce
M. BONNET, Ministre de la Justice
M. DALADIER, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères
M. Camille CHAUTENPS, Vice-Président du Conseil
M. Georges PENNOT, Ministre du Blocus.

DECISION DE LA CONFERENCE DU DIRECTEUR GENERAL

du 25 Octobre 1939

D 115120/4 - 11

285° - Déplacements de Personnalités Militaires.

Le Service C étudiera le prix à la voiture qui serait à appliquer à l'occasion des déplacements de certaines personnalités militaires.

M. BOYAU

M. GOURBAT

Compte rendu d'exécution :

P/00 V/8
Le 14. Cal. M. de la Service Commercial
sont d'accord pour appliquer aux voitures
spéciales SNCF mises à la disposition de certaines
personnalités militaires, à l'occasion de leurs déplacements,
la taxe forfaitaire de 7.20 par voiture kilomètre
pour le transport de matériels constitués, par l'unité
le 24 janvier 1939.

Des instructions dans ce sens sont adressées aux Régions

Signé: Boyau